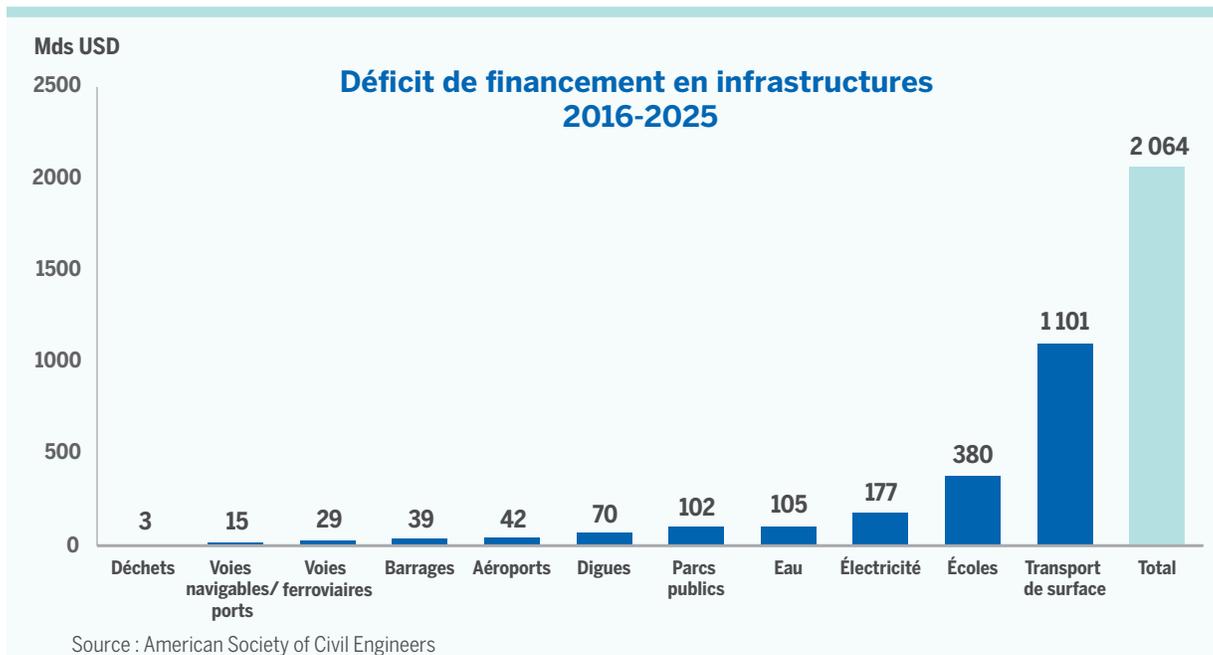


Un pont vers l'avenir ?

Aux États-Unis, les infrastructures sont en chute libre. Les autoroutes, les ponts, les aéroports et les systèmes hydrauliques nécessitent des réparations. Un programme de dépenses publiques en infrastructures permettrait de doper fortement l'activité économique ainsi que le chiffre d'affaires des entreprises impliquées dans ces reconstructions.



- Jusqu'en 2025, les États-Unis sont confrontés à un déficit de financement en infrastructures de 2 000 mds USD, correspondant aux investissements nécessaires moins le financement estimé. Selon l'American Society of Civil Engineers, la note globale du pays est de D+ en ce qui concerne l'état de ses infrastructures.¹
- Les administrations d'États et les collectivités locales sont responsables des infrastructures publiques dans la mesure où elles détiennent plus de 90 % des actifs en infrastructures publiques non liées à la défense.² Malheureusement, leurs dépenses dans le domaine sont à leur plus bas depuis plus de cinquante ans.³
- En début d'année, le gouvernement de Donald Trump a proposé un plan d'investissement en infrastructures à hauteur de 1 500 mds USD. Néanmoins, les législateurs sont aujourd'hui en plénières discussions pour déterminer comment financer cette éventuelle législation et aucun plan définitif n'a encore été concrétisé.
- Les éventuels bénéficiaires d'un vaste programme de dépenses en infrastructures pourraient être les entreprises de matériaux, en particulier celles qui fabriquent des matériaux de construction tels que le granulat et le ciment, ainsi que les entreprises industrielles, notamment impliquées dans la fabrication de machines.

¹ ASCE, « Rapport d'infrastructures 2017 »

² Calculs du Center on Budget and Policy Priorities à partir des données du Bureau d'analyse économique des États-Unis sur les immobilisations, 2015

³ Sur la base des investissements bruts des administrations d'États et des collectivités locales, en pourcentage du PIB en 2016, à partir des données du Bureau d'analyse économique des États-Unis.

Les opinions exprimées sont celles de Fred Alger Management, Inc. (« FAM ») et d'Alger Management Ltd. (« AML ») en avril 2018. Ces opinions sont sujettes à modification à tout moment et ne garantissent pas la performance future des marchés, de tout titre ou fonds géré par Fred Alger Management, Inc. Ces opinions ne visent pas à fournir des conseils en investissement et ne sauraient être considérées comme une recommandation à acheter ou vendre des titres. FAM agit en qualité de société de gestion conseillée d'AML.

Fonds autorisés par le régulateur suisse (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, FINMA) à distribuer leurs parts publiquement en Suisse : pour les parties concernées, les règlements, les Statuts, le Prospectus et le Prospectus simplifié, dans leurs dernières versions, ainsi que les rapports annuels et semestriels du Fonds, sont fournis gracieusement au représentant en Suisse. ACOLIN Fund Services AG, Affolternstrasse 56, CH-8050 Zurich. L'agent payeur en Suisse est Neue Helvetische Bank AG, Seefeldstrasse 215, CH-8008 Zürich.

Alger Management, Ltd. (numéro d'immatriculation 8634056, domiciliée 78 Brook Street, Londres W1K 5EF, Royaume-Uni) est agréée et réglementée par la Financial Conduct Authority pour la distribution de produits et services financiers réglementés. La Française AM International a conclu un accord avec Alger Management Ltd l'autorisant à distribuer les produits de Fred Alger Management Inc. en Europe.